

501530

LEGAY-HANDTSCHOEWERCKER

AURÈLE

28/09/2006

---

Note de délibération : 18 / 20

---



Numéro d'inscription

5 0 1 5 3 0



Né(e) le

2 8 / 0 9 / 2 0 0 6

Signature

A

Nom

L E G A Y - H A N D T S C H O E W E R C K E R

Prénom (s)

A U R È L E

18 / 20

Ecritome

Épreuve: Economie, Sociologie, HistoireSujet  1 ou  2  
(Veuillez cocher le N° de sujet choisi)

Les feuilles dont l'entête d'identification n'est pas entièrement renseigné ne seront pas prises en compte pour la correction.

Feuille 0 1 / 0 3

Numéro de table 0 2 1

Sujet 1: Le pouvoir d'achat, instrument ou objectif ?

Au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, un manoeuvre devait travailler 4 heures pour pouvoir acheter 1 kilogramme de pain. En 1860, il lui faut moins d'une heure et aujourd'hui, quelques minutes suffisent.

S'il est indéniable que le pouvoir d'achat, se définissant comme étant la plus ou moins grande capacité des agents économiques à consommer des biens et services, dépendant notamment du pouvoir libérateur de sa monnaie, n'a cessé d'augmenter depuis la première Révolution industrielle, peut-on pour autant en conclure qu'il ait été un objectif ? Si les salaires augmentent pendant la Seconde Révolution industrielle, est-ce parce qu'on recherche à augmenter le niveau de vie des ouvriers ou bien Henri FORD n'a-t-il pas plutôt utilisé l'augmentation des salaires de ses ouvriers comme un levier pour constituer des débouchés répondant à la production de masse de la Ford T lancée en 1908 ? Dans ce cas, le pouvoir d'achat serait plutôt un instrument. Par conséquent, cela nous amène à nous demander si le pouvoir d'achat est ou a été un instrument de la politique macroéconomique, permettant de lutter contre les crises ou d'alimenter la croissance ou un objectif de celle-ci, c'est-à-dire une recherche en soi, qui serait au contraire le but de la croissance.

Cependant, la question est d'autant plus complexe que s'il est un objectif, celui-ci ne figure pas dans le carré magique de Nicholas KALDOR qui enseigne que les quatre principaux objectifs de la politique macro-économique sont l'atteinte d'une croissance élevée, du plein-emploi, avec un taux d'inflation faible et un solde de la balance des transactions courante équilibré voire excédentaire. S'il est clair que le pouvoir d'achat n'a jamais été un objectif avant la Première Révolution industrielle, la logique largement mercantiliste fixant comme objectif prioritaire de dégager des excédents commerciaux, d'est-il réellement aujourd'hui ? Il convient également de s'interroger sur quels agents économiques sont susceptibles de voir leur pouvoir d'achat s'améliorer : l'objectif est-il d'augmenter le pouvoir d'achat des hauts revenus ou bien celui des plus modestes ? , celui des agents résidents ou étrangers ? Il est d'autant plus important de s'entendre sur ce que l'on entend derrière "pouvoir d'achat" à l'heure où celui-ci ne cesse de faire l'objet de revendications. S'il est un objectif, l'enjeu est-il de l'augmenter ou de le préserver face à l'inflation et la mondialisation qui détériorent notamment le pouvoir d'achat des classes moyennes des pays riches. L'objectif est d'autant plus complexe étant donnée la difficulté de la mesure du pouvoir d'achat, qui est à relativiser à l'aune du progrès technique incorporé dans les biens et services que l'on consomme, et qui peut se penser relativement à celui des autres. De plus, face à ces revendications massives, si le pouvoir d'achat est brandi politiquement comme un objectif, n'est-ce

pas en ce sens plutôt un instrument de politique et la preuve d'un clientélisme politique? Nous nous demanderons donc si le pouvoir d'achat est un moyen permettant à la politique macro-économique d'atteindre ses objectifs ou au contraire s'il constitue en lui-même une finalité de la politique macro-économique. Nous verrons dans un premier temps que le pouvoir d'achat semble historiquement être bien plus un instrument qu'un objectif puis nous montrerons que s'il peut parfois sembler être un objectif, celui-ci est le plus souvent indirect. Finalement, nous montrerons la difficulté d'en faire un objectif étant donné qu'il ne peut être qu'un moyen de croissance durable que s'il est couplé à d'autres objectifs du côté de l'offre et qu'en faire un objectif revient parfois à l'instrumentaliser.

Le pouvoir d'achat semble historiquement être bien plus un instrument qu'un objectif d'abord parce qu'il est massivement utilisé pour faire face aux crises puis parce qu'il s'est avéré être un instrument de compétitivité.

D'abord, le pouvoir d'achat semble historiquement être bien plus un instrument qu'un objectif car est massivement utilisé pour faire face aux crises. Effectivement, les crises de reproduction peuvent à la fois s'expliquer comme par un manque de consommation mais aussi par un pouvoir d'achat insuffisant. Comme le montre John Maynard KEYNES dans sa théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie (1936), la consommation, et à travers elle le pouvoir d'achat constitue un des principaux moteurs d'une croissance durable est équilibré en cela qu'elle constitue une des trois composantes de la

demande. Ainsi, en augmentant le pouvoir d'achat, on augmente en partie la demande, ce qui va avoir pour effet de dynamiser plus que proportionnellement le P.B qui va surréagir à la hausse à travers le multiplicateur keynésien ( $\Delta Y = \frac{1}{s} \Delta C$ ,  $s$  étant la propension marginale à épargner, qui fait surréagir le P.B à une hausse de la consommation d'autant plus qu'elle est faible, c'est-à-dire d'autant plus que les agents consomment). Ainsi, dans une économie où les agents auraient un pouvoir d'achat insuffisant pour répondre à l'augmentation de la production, s'en servir d'instrument en l'augmentant permettrait d'augmenter la consommation et ainsi redynamiser le P.B. Dès lors, le pouvoir d'achat s'avère être un outil de relance comme l'enseignent les travaux de Roy Forbes HARROD ("An essay in dynamic theory", 1939) : pour équilibrer la croissance et vérifier la condition  $g = \frac{2}{\nu}$  (où  $\nu$  représente la propension à épargner et  $\nu$  le coefficient de capital  $(\frac{\Delta K}{\Delta Y})$ ), il revient à l'Etat d'intervenir, notamment en augmentant le pouvoir d'achat des ménages, n'ayant pas la main sur  $\nu$  dépendant du comportement des chefs d'entreprise. Par ailleurs, augmenter le pouvoir d'achat peut également signifier augmenter la part des salaires dans la valeur ajoutée, qui peut être une condition nécessaire de sortie de crise. En effet, Michel AGLIETTA dans Régulation et crise du capitalisme : l'expérience des Etats-Unis (1976) révèle que la crise du mode de régulation concurrentiel en 1929 s'explique par une part trop faible des salaires dans la valeur ajoutée et que c'est en l'augmentant, notamment avec la mise en place du FLSA (Fair Labor Standard Act) de F. ROOSEVELT en 1938, qu'on parvient à la dépasser et entrer dans le mode de régulation fordiste. Par conséquent, le pouvoir d'achat semble bien plus servir d'instrument de sortie de crise, via l'augmentation de la consommation que d'objectif.

Numéro d'inscription

501530

Né(e) le

28 / 09 / 2006

Signature

A

Nom

LEGAY - HANDTSCHOEWECKER

Prénom (s)

AURÉLE

18 / 20

Ecricone

Épreuve: Economie, Sociologie, HistoireSujet  1 ou  2  
(Veuillez cocher le N° de sujet choisi)

Les feuilles dont l'entête d'identification n'est pas entièrement renseigné ne seront pas prises en compte pour la correction.

Feuille 02 / 03

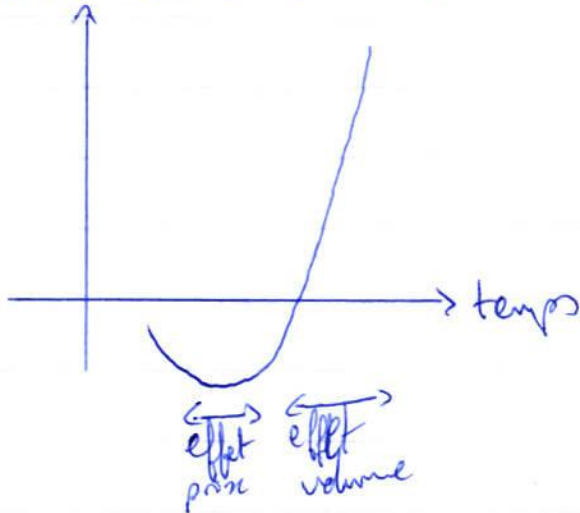
Numéro de table

021

En outre, le pouvoir d'achat semble historiquement être davantage un instrument qu'un objectif dans la mesure où il permet aux pays de gagner en compétitivité. Effectivement, si les agents disposent d'un pouvoir d'achat largement supérieur dans des pays étrangers, ceux-ci vont être incités à consommer davantage à l'étranger, ce qui dynamisera largement les exportations de pays étrangers et donc lui permettra de dégager des excédents commerciaux. Dans les faits, le pouvoir d'achat a largement été instrumentalisé comme le montrent Didier JAUZY et alii dans La sous-évaluation des monnaies asiatiques, 1994 : dans les années 1980, et encore aujourd'hui, les pays asiatiques tels que la Chine, Taiwan ou Singapour ont massivement sous-évalué leur monnaie afin que les agents non résidents gagnent en pouvoir d'achat en achetant chez ces pays, dynamisant massivement leurs exportations. Effectivement, ils montrent qu'une sous-évaluation de 10% du yuan entraîne une hausse de 8% des exportations chinoises en 1 an et de 10% à long terme.

Cette stratégie de dévaluation compétitive portera ses fruits si la somme des élasticités de valeurs absolues des exportations et importations est supérieure à 1 comme l'enseigne le théorème MARSHALL-LERNER.

La courbe en J  
Evolution du solde de la balance des transactions courantes



Dans un premier temps, cette dévaluation va provoquer une augmentation des importations en valeur qui va dégrader le solde de la balance des transactions courantes (effet-prix) car les agents ne prennent pas immédiatement en compte la sous-évaluation de la monnaie. Puis, si la condition Marshall-Lerner est respectée l'effet volume fera plus que compenser l'effet prix, les exportations augmentent largement au fait du gain de pouvoir d'achat des étrangers. Par conséquent, le pouvoir d'achat semble être majoritairement un instrument, qui permet au pays dévaluateur de gagner en compétitivité.

Ainsi, le pouvoir d'achat semble historiquement être bien plus un instrument qu'un objectif, qui permet à la fois de relancer la croissance et de gagner en compétitivité. Toutefois, il peut tout de même parfois sembler être un objectif,

mais dans ce cas il s'agit d'un objectif indirect, qui pourra être accompli d'abord en conséquence de l'objectif de croissance et ensuite en conséquence de l'objectif de maîtrise de l'inflation.

D'abord, le pouvoir d'achat, s'il est un objectif semble être un objectif indirect qui résulte de l'objectif de croissance économique. Effectivement, historiquement, le pouvoir d'achat a massivement augmenté, en conséquence de la Révolution industrielle: selon Paul BAIBOCH les niveaux de vie des 5 pays les plus avancés sont multipliés par 3 entre 1780 et 1850. L'objectif prioritaire de croissance, qui à travers l'essor des trois secteurs moteurs à la première Révolution industrielle (textile, sidérurgie, charbon) permet des gains de productivité massifs (notamment à travers la baisse des coûts de transport qui permet une extension des marchés, grâce au secteur du charbon et de la sidérurgie), entraîne une baisse des coûts de production. Celle-ci permet une baisse des prix et donc une hausse du pouvoir d'achat des consommateurs. Par conséquent, la hausse du pouvoir d'achat, si elle est un objectif semble être un objectif indirect, résultant de la croissance. Effectivement, Adam SMITH dans Recherches sur les causes et la nature de la richesse des nations (1776) met en avant un effet de ruissellement selon lequel la croissance va d'abord profiter aux plus riches mais va ensuite ruisseler le long de l'échelle sociale, permettant une hausse du pouvoir d'achat généralisé ("trickle down effect"). C'est effectivement ce qu'il semble s'être produit durant la Première Révolution industrielle où les salaires des ouvriers anglais ont d'abord chuté entre 1750 et 1810 puis massivement augmenté

entre 1850 et 1910. Par conséquent, le pouvoir d'achat semble être plutôt un objectif indirect résultant d'autres objectifs tels que la croissance.

Ensuite, si le pouvoir d'achat est un objectif, celui-ci est indirect car résulte de l'objectif de maîtrise de l'inflation. Effectivement, préserver le pouvoir d'achat implique de limiter l'inflation pour qu'elle ne détruise pas la valeur du patrimoine en termes réels. On peut voir dans des cas extrêmes d'inflation telles que l'hyperinflation allemande, qui débute à la fin de l'année 1921 que le pouvoir d'achat des allemands s'est considérablement dégradé. La masse monétaire passe effectivement de 29 milliards à  $497.10^{18}$  milliards entre 1920 et 1923 ce qui provoque une hyperinflation ruinant les classes moyennes qui avaient prêté à l'État allemand, détruisant ainsi massivement leur pouvoir d'achat. L'intervention de Hjalmar SCHACHT le 20 novembre 1923, qui crée le Rentenmark sur la base de 1 Rentenmark vaut 1000 milliards de marks a eu pour principal objectif de contrôler l'inflation et indirectement a préservé le pouvoir d'achat des allemands. Mais peut-on considérer comme les quantitativistes que la hausse de la masse monétaire n'a entraîné que de l'inflation, ne changeant rien au pouvoir d'achat des allemands si leurs salaires augmentent proportionnellement? C'est ce que soutient FISHER dans Le pouvoir d'achat de la monnaie (1911) en formulant une équation algébrique de la théorie quantitative de la monnaie:  $MV = PT$  (où  $M$  représente la masse monétaire,  $V$  la vitesse de circulation de la monnaie,  $P$  le niveau général des prix et  $T$  le volume global des transactions,  $V$  et  $T$  étant des constantes à court terme ce qui implique qu'une hausse de la masse monétaire ( $M$ ) n'affecte que le niveau général des

Numéro d'inscription 501530

Signature *A*



Né(e) le 28 / 09 / 2006

Nom LEGAY-MANDT SCHNOFVACKER

Prénom(s) ACRÈLE

18 / 20



Épreuve: ESM

Sujet  1 ou  2  
(Veuillez cocher le N° de sujet choisi)

Les feuilles dont l'entête d'identification n'est pas entièrement renseigné ne seront pas prises en compte pour la correction.

Feuille 03 / 03

Numéro de table 021

prix ( $P$ ) et non les variables réelles). Donc, étant donné que les salaires allemands n'ont pas suivi l'augmentation de la masse monétaire, cela a affecté des variables réelles telles que leur pouvoir d'achat. Donc on voit bien qu'en fixant comme objectif de maîtriser l'inflation, comme le fait la BCE avec le palier des 2%, permet largement de préserver le pouvoir d'achat. Donc même si celui-ci n'est pas un objectif direct, il se révèle au être un indirectement via la lutte contre l'inflation.

Ainsi, si le pouvoir d'achat est un objectif, celui-ci semble être indirect, étant le fruit de la croissance et de la lutte contre l'inflation. Mais comme le pouvoir d'achat n'est pas capable de dynamiser et d'équilibrer la croissance de long terme, au fait un objectif se révèle on fait un faire un instrument, puis ensuite si l'on en fait un objectif, il est nécessaire qu'il soit couplé à d'autres objectifs relatifs à l'offre pour équilibrer la croissance.

D'abord, comme le pouvoir d'achat n'est pas capable de dynamiser la croissance de long terme et de l'équilibrer, le brandir comme un objectif est en réalité une manière de l'instrumentaliser. Effectivement, face aux revendications massives de pouvoir d'achat, les politiciens ont bien compris qu'ils avaient intérêt à le brandir comme un objectif s'ils voulaient être élus. C'est en effet ce que montre l'école de Public Choice, notamment William NORDHAUS (Le cycle politico-économique, 1995) et James Buchanan (1977). Ils affirment que l'intérêt général n'existe pas et NORDHAUS montre qu'à l'approche des élections, la démocratie va se transformer en démagoguocratie: les politiciens défendent leur intérêt personnel, qui est d'être élus et réélus. Grâce aux leviers budgétaires et monétaires dont ils disposent, ils vont alors augmenter la dépense publique, baisser les impôts et baisser les taux d'intérêt (en augmentant la masse monétaire) à l'approche des élections, ce qui va améliorer le pouvoir d'achat des ménages. Ces-ci sont donc le brandir comme objectif pour être élus et donc en ce sens l'instrumentaliser. Donc le pouvoir d'achat, s'il est perçue comme un objectif est en réalité un instrument qui sert à être élu.

Ensuite, dans la mesure où le pouvoir d'achat ne peut pas dynamiser la croissance de long terme, s'il est un objectif,

il est nécessaire qu'il soit couplé à des objectifs relatifs à l'autre. Effectivement, augmenter le pouvoir d'achat, c'est augmenter la consommation. Cependant Paul JAMUELSON révèle à travers les mécanismes de l'oscillation dans "les interactions entre l'effet multiplicateur et le principe d'accélération" (1939) que la consommation, et donc une hausse du pouvoir d'achat ne peut pas être un moteur durable de croissance étant donné l'existence de la "loi psychologique fondamentale" (KEYNES, 1936) selon laquelle lorsque le revenu augmente <sup>et donc le pouvoir d'achat</sup>, une part décroissante de celui-ci est allouée à la consommation. Donc à terme, la consommation tend vers 0+. Donc si on fait du pouvoir d'achat un objectif, il est nécessaire de le coupler à des facteurs relatifs à l'offre afin d'obtenir ce que JAMUELSON appelle une "croissance exponentielle", atteinte si  $v(\frac{\Delta K}{\Delta Y})$ , le coefficient de capital et  $c$  sont environ égaux à des niveaux élevés. Par conséquent, si le pouvoir d'achat est un objectif, il est nécessaire d'en intégrer d'autre pour en faire un moteur de croissance durable et éviter l'attente de l'état stationnaire.

Ainsi, nous avons vu qu'il semblait que le pouvoir d'achat soit historiquement beaucoup plus un instrument qu'un objectif et que quand il apparaissait comme un objectif, celui-ci était le résultat indirect d'autres objectifs. Finalement, nous avons mis en garde contre le fait de faire du pouvoir d'achat un objectif et la nécessité de compléter cet objectif. L'enjeu est alors de réussir à atteindre cet objectif, sans l'instrumentaliser à des fins politiques. Mais cela est

d'autant plus complexe que le pouvoir d'achat se pense relativement et que, comme l'a révélé EASTERLIN à travers son paradoxe, le niveau de bien-être n'augmente plus avec le revenu, et donc le pouvoir d'achat à partir d'un certain niveau. William BAUMOL montre en effet que quand le pouvoir d'achat de tout le monde augmente, la population n'est pas satisfaite car en réalité les revendications de pouvoir d'achat sont avant tout personnelles et la volonté et de voir son niveau de vie augmenter par rapport aux autres. L'engou est alors d'être capable d'atteindre cet objectif, et de calmer les revendications sociales, qui sont surtout relatives.